



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 24 (2023)

Faits saillants

- ❖ Thaïlande : rebond anticipé au second semestre
- ❖ Singapour : dégradation du climat des affaires
- ❖ Indonésie/Malaisie : réticences face au règlement de l'UE contre la déforestation

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

750 M\$

Prêt de la Banque mondiale aux Philippines pour renforcer la résilience climatique

Région

Doublement des flux d'IDE vers l'ASEAN sur la dernière décennie

Selon des économistes de la Bank of America (BOA), au cours de la dernière décennie, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) vers l'ASEAN ont doublé, atteignant plus de 200 Mds SGD (150 Mds USD) en 2022 par rapport à 104 Mds SGD (78 Mds USD) en 2010. Cela représente de 11 à 12% des IDE mondiaux, comparé à 4 à 5% il y a dix ans. Singapour reste la principale destination des IDE dans la région. Les secteurs qui attirent le plus d'IDE sont la finance et l'assurance, la fabrication, le commerce de gros et de détail, l'immobilier, et l'information et la communication. L'ASEAN est considérée comme une destination privilégiée pour la diversification des risques, en particulier pour les investissements en provenance de Chine.

Renforcement des liens entre les Émirats arabes Unis et l'Asie du Sud-Est

Les Émirats arabes unis (EAU) accélèrent les négociations en vue d'accords de partenariat économique globaux (CEPA) avec de nombreux États d'Asie du Sud-Est afin de conserver leur statut de premier partenaire commercial au Moyen-Orient. Le Cambodge est ainsi devenu le 8 juin le dernier pays asiatique à signer un CEPA avec les EAU, après l'Inde en mai 2022 et l'Indonésie en juillet 2022. La Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam ont accepté d'entamer des négociations sur le CEPA en mai de cette année. En continuant à se positionner comme le partenaire commercial des marchés en croissance comme l'ASEAN, les EAU cherchent à renforcer leur position dans les négociations avec la Chine et les grandes puissances occidentales. Les EAU cherchent également à créer des synergies avec la Chine et à coopérer voire co-investir avec elle dans des projets stratégiques. L'ASEAN bénéficie de l'accès aux réseaux commerciaux et logistiques des EAU, ainsi que des investissements provenant des fonds souverains du Golfe.

Règlement de l'UE contre la déforestation : réticences de l'Indonésie et de la Malaisie

Suite au déplacement en Europe les 30 et 31 mai derniers du ministre indonésien de coordination des affaires économiques, Airlangga Hartarto, et du Vice premier Ministre et Ministre des Plantations et Commodités de Malaisie, Fadillah Yusof, les inquiétudes quant à l'impact du règlement européen pour la lutte contre la déforestation ont été exprimées. La Malaisie et l'Indonésie pointent notamment la complexité des exigences de la réglementation (certification et géolocalisation) qui pourrait représenter des contraintes financières pour les petits agriculteurs de ces pays. Si l'Indonésie considère que l'Union européenne (UE) mène un « impérialisme réglementaire » avec ce nouveau règlement, le pays devrait poursuivre les négociations en vue d'un accord de partenariat économique global (CEPA). A noter par ailleurs que pendant le G7 au Japon, lors d'une réunion avec la présidente de la Commission européenne, le Président Joko Widodo avait indiqué espérer que les négociations de l'accord de partenariat économique global (CEPA) entre l'Indonésie et l'UE pourront être achevées au plus tard en 2024.

Indonésie

Nouvelle restructuration en cours de la plus grande entreprise publique de construction

L'entreprise publique de construction PT Waskita Karya Tbk a accumulé d'importantes dettes auprès de banques, indonésiennes et étrangères, et a fait défaut récemment sur une obligation domestique, ce qui a conduit la Bourse de Jakarta à suspendre sa cotation. La dette totale à long terme de Waskita s'élèverait à 2,7 Mds USD. Elle est contractée en majorité auprès de banques publiques (1,6 Md USD). En difficulté dès 2021, pour le remboursement de ses prêts bancaires, Waskita avait reçu l'approbation de sept banques pour restructurer 1,3 Md USD de sa dette totale. Il lui faut de nouveau restructurer sa dette, auprès de 21 banques indonésiennes et étrangères. Faute d'un plan de financement finalisé, le ministère des Finances a reporté l'injection de capital de l'Etat de 171 M USD (3 000 Mds IDR), approuvée par la Chambre des représentants dans le cadre d'un soutien étatique aux entreprises d'Etats endettées. De plus, après avoir été impliquée dans une affaire de corruption, l'entreprise publique est à présent soupçonnée d'avoir manipulé ses comptes pour dissimuler ses mauvaises performances financières. Le ministère des Entreprises d'Etat a demandé une enquête. Une autre entreprise publique de construction, Wika, fait l'objet d'audit financier du fait de soupçons de corruption.

Allocation budgétaire supplémentaire de 1,1 Md USD pour IKN en 2023

Début juin, la commission parlementaire indonésienne en charge du budget a approuvé une allocation supplémentaire de 1,1 Md USD, au budget de cette année pour la construction de la nouvelle capitale, ce qui porte celui-ci à 2,1 Mds USD. Cette allocation supplémentaire vise à accélérer les travaux en cours à IKN, la nouvelle capitale du pays, dont l'inauguration est prévue dès août 2024. Les travaux actuels de construction de Nusantara reposent donc essentiellement sur un financement étatique. Mais ce dernier est limité par la loi à 20% de la somme totale, soit 7 Mds USD sur un coût total estimé à 35 Mds USD sur la période 2022-2045.

Malaisie

Nomination du nouveau gouverneur de la banque centrale

La banque centrale malaisienne (Bank Negara Malaysia) a annoncé le 9 juin la nomination de Datuk Shaik Abdul Rasheed pour succéder à Nor Shamsiah Mohd Yunus au poste de gouverneur pour un mandat de cinq ans à compter du 1^{er} juillet 2023. Entré à la banque en 1988, il a été nommé gouverneur adjoint en 2016, en charge des politiques économiques et monétaires, des marchés financiers et du développement du secteur financier. Abdul Rasheed est également membre du Comité de politique monétaire et du Comité de stabilité financière de la banque depuis 2015.

Baisse des bénéfices pour les producteurs d'huile de palme au T1

Les bénéfices des entreprises du secteur de l'huile de palme ont été inférieurs aux attentes au 1^{er} trimestre 2023 en raison notamment de prix de l'huile de palme brute (CPO) en baisse de 13% par rapport au T1 2022. Sime Darby Plantation, le plus grand producteur de Malaisie, a ainsi enregistré un bénéfice net de 23 M USD au T1 2023, en recul de 86% en g.a., tandis que Kuala Lumpur Kepong, deuxième entreprise du secteur, a vu ses bénéfices chuter de 62%, à 50 M USD. Selon RHB Research, cette tendance à la baisse devrait se poursuivre jusqu'au second semestre.

Sapura Energy en difficultés financières

Le groupe Sapura Energy, qui n'a pas réalisé de bénéfices depuis 2019, enregistre à nouveau une perte nette annuelle, de 747 M USD à fin janvier 2023. La situation financière du groupe apparaît de plus en plus incertaine en raison de fortes contraintes de liquidité, son passif (3,6 Mds USD) dépassant ses actifs (2,9 Mds USD). À la suite d'une ordonnance rendue par la Haute Cour malaisienne le 8 mars, le groupe doit proposer un plan de restructuration de sa dette (2,3 Mds USD nets fin janvier) à ses créanciers avant le 10 mars 2024. Sapura Energy est l'un des principaux sous-traitants upstream malaisiens du secteur Oil&Gas, présent dans 34 pays. Son principal actionnaire est Amanah Raya (environ 33,4% du capital), société publique contrôlée par le ministère des finances malaisien.

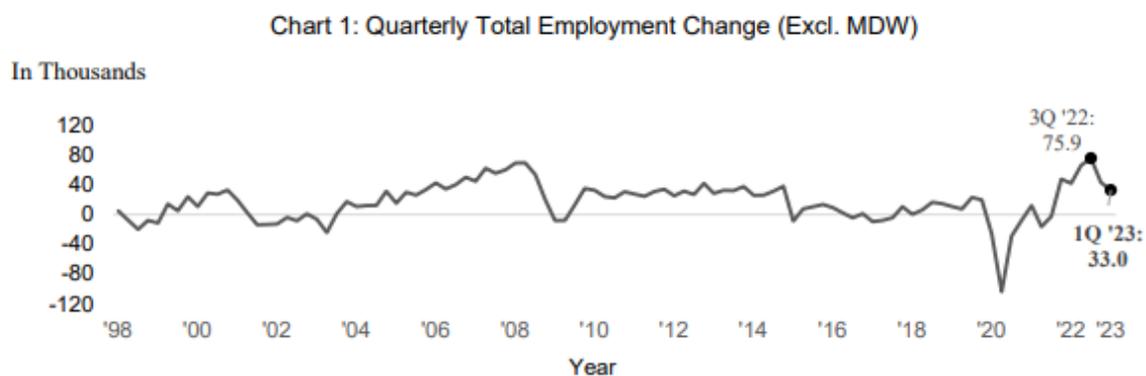
Singapour

Un climat des affaires au plus bas depuis deux ans selon SCCB

Selon le Singapore Commercial Credit Bureau (SCCB), le climat des affaires à Singapour au troisième trimestre atteindrait son plus bas niveau en deux ans, en raison d'une perspective qui se détériore dans les secteurs manufacturier et de gros. L'indice trimestriel d'optimisme des affaires calculé par cette agence est en effet passé à 3,98 points de pourcentage pour T3 2023, contre 4,6 points de pourcentage au T1 2023 et 5,1 points de pourcentage au T4 2022. Les perspectives mondiales, notamment la situation géopolitique et la faiblesse de la demande chinoise contribuent à maintenir ce climat. Trois indicateurs sont particulièrement en baisse : les prix de vente, les nouvelles commandes et les niveaux d'emploi. Les ventes et les bénéfices nets ont augmenté, tandis que les niveaux d'inventaire sont restés en contraction. Les secteurs de la construction et des services financiers ont affiché un sentiment positif, tandis que le secteur manufacturier et celui de gros ont été plus faibles.

Emploi des étrangers au T1 supérieur à celui d'avant Covid

Selon un récent rapport du ministère du Travail singapourien, l'emploi des non-résidents a augmenté de 30 200 personnes au T1, représentant 91,5% de la croissance totale de l'emploi. Le niveau d'emploi est désormais supérieur de 1,7% à celui d'avant pandémie. L'emploi des résidents a augmenté de 2 800 personnes. Le taux de croissance de l'emploi a ralenti par rapport au T4 2022. Les licenciements se sont hissés à 3 820, avec 71,7% des résidents licenciés ayant trouvé un nouvel emploi dans les six mois. Le taux de chômage global est de 1,8%, avec un taux de chômage des résidents de 2,6% et un taux de chômage des citoyens de 2,7%. Le nombre de postes vacants est de 99 600, avec un ratio de 2,28 postes vacants pour chaque chômeur.



Source: Administrative Records and Labour Force Survey, Manpower Research & Statistics Department, MOM

Hausse nette du volume de transactions boursières en mai

En mai, le volume total des transactions sur la Singapore Exchange (SGX) a augmenté de 23% pour atteindre 23 Mds SGD (17 Mds USD), contre 18,6 Mds SGD (13,9 Mds USD) en avril. Le volume des contrats de produits dérivés a augmenté de 16% pour atteindre 20,5 M de contrats en mai. Les contrats dérivés sur les matières premières ont enregistré une hausse de 13%, avec plus de 3,2 M de contrats de dérivés du minerai de fer échangés en mai. Les contrats à terme sur les devises ont connu une croissance de 20%, avec 2,9 M de contrats négociés, principalement en raison de la hausse des volumes des contrats à terme sur USD/CNH. Le volume total des contrats à terme sur les indices boursiers a augmenté de 16% pour atteindre 13,3 M de contrats. La réouverture de la Chine a également stimulé l'activité, avec une augmentation de 20% du volume des contrats à terme sur le caoutchouc.

Vietnam

Rebond des actions depuis fin 2022

L'indice VN-Index a rebondi de 7% depuis le début de l'année et de 20% depuis novembre 2022, quand il avait atteint son niveau le plus bas depuis 2 ans. Les secteurs qui enregistrent les plus fortes hausses sont l'industrie, les télécommunications et la grande consommation, à l'inverse du secteur financier, de l'immobilier et des infrastructures, délaissés par les investisseurs. Le retour des capitaux sur les marchés financiers s'explique principalement par la baisse des taux directeurs et de rémunération des dépôts. En juin, le montant journalier moyen échangé sur les marchés financiers est remonté à 1 Md USD, soit le niveau le plus élevé depuis avril de l'année dernière. Cependant, malgré la reprise, l'indice est toujours en baisse de 10% par rapport au niveau observé à la même période de l'année dernière.

Fitch Ratings : confirmation de la note souveraine de 'BB'

Cette note reflète des perspectives de croissance à moyen terme solides, en raison des entrées d'investissements directs étrangers et de la baisse de la dette publique par rapport à la médiane des autres pays BB. Cependant, les prévisions de croissance restent vulnérables aux incertitudes liées au secteur immobilier et aux éventuels retards dans la mise en œuvre des politiques publiques, en partie liés à la lutte anti-corruption. Cette année, Fitch prévoit une croissance à 5,7%, et à 6,5% en 2024, tirée par les secteurs manufacturier et des services.

Difficile relance du marché des logements abordables

En avril, un fonds de 5,1 Mds USD avait été débloqué par le gouvernement pour favoriser la construction de logements abordables via des bonifications d'intérêts destinés aux promoteurs (de 8,7% au lieu de 11% en moyenne) et aux acheteurs, pour qui l'achat de logements abordables est rendu difficile par la hausse des prix (doublement des prix en 5 ans à Hanoï). Les progrès sont cependant insuffisants en raison de l'accès presque gelé aux financements : à Ho Chi Minh-Ville par exemple, sur les 18 000 personnes qui ont sollicité un prêt pour acheter ou construire un logement social depuis 2018, seules 310 ont réussi à accéder à un financement, et ce malgré un premier fonds de 2,8 Mds USD mis en place en 2021. Pour l'instant, personne n'a encore eu accès au nouveau fonds en raison de deux obstacles principaux : les critères utilisés pour déterminer les bénéficiaires ne sont pas à jour et la définition du logement social demeure vague.

Coupures d'électricité au nord du pays du fait de la sécheresse

Onze centrales hydroélectriques, principalement dans le nord du pays, ont été contraintes de cesser leur activité en raison de la sécheresse ; certaines font partie des plus grandes centrales électriques du pays : Son La, Lai Chau et Thac Ba, privant ainsi une production d'électricité de près de 5 000 MW. En parallèle, d'autres centrales rencontrent des difficultés liées à leur approvisionnement en charbon et en gaz. En intégrant les importations, l'alimentation électrique dans le nord ne s'élèverait désormais qu'à hauteur de 59,2% de la capacité installée. Un manque de 30,9 M de kWh d'électricité par jour (50,8 M de kWh les jours de demande élevée) a été relevé, poussant l'entreprise d'électricité nationale EVN à couper le courant dans certaines localités du nord (y compris à Hai Phong et à Hanoï) au cours des dernières semaines. Ces coupures suscitent déjà des plaintes des entreprises et de l'industrie du tourisme. Alors que Nguyen Duc Ninh, directeur du National Electricity System Dispatch Center (filiale d'EVN chargée d'assurer la stabilité des opérations du réseau national) a été suspendu de ses fonctions le 14 juin, la solution immédiate retenue est celle des économies d'énergie. À plus long terme, EVN souhaite accélérer la construction d'une troisième ligne de transmission nord-sud de 500 kV (mise en œuvre prévue d'ici 2030).

Thaïlande

Un rebond de la croissance économique attendu au second semestre 2023

Les observateurs économiques se montrent optimistes sur les perspectives de croissance de la Thaïlande en 2023. La Bank of Thailand comme le TRDI (« Thailand Development Research Institute », important centre de recherche économique) s'attendent à un rebond de la croissance économique au second semestre 2023, tirée par la reprise continue du tourisme international et de la consommation intérieure (stimulée notamment par une moindre inflation). Cette meilleure disposition concorde également avec la hausse de l'indice de confiance des consommateurs en mai à 56,6 points contre 55 en avril (en hausse continue depuis janvier 2023). Les observateurs restent malgré tout inquiets vis-à-vis de la situation politique, la Thaïlande étant dans l'attente d'un nouveau gouvernement (incertitude sur la capacité du parti victorieux à former un gouvernement et à nommer un Premier ministre). Une crainte partagée par la Fédération des industries thaïlandaises (FTI), dont l'indice de confiance de l'industrie thaïlandaise a baissé en mai (92,5 points contre 95 en avril).

Achèvement d'un projet d'autoroute reliant la Thaïlande et la Birmanie

Le gouvernement thaïlandais a annoncé début juin la fin de la construction de la partie thaïlandaise de l'autoroute 12 reliant la Thaïlande, le Myanmar et le Laos. Le tronçon thaïlandais débute de la ville de Mae Sot dans la province de Tak à l'ouest du pays, et se termine dans la province de Mukdahan à l'est. Totalisant près de 793 kilomètres, l'autoroute 12 fait partie intégrante du Corridor économique Est-Ouest (EWEC), un itinéraire de 1 530 km de long qui relie la ville de Đà Nẵng au Vietnam, jusqu'à la ville portuaire de Mawlamyine en Birmanie, traversant ainsi cinq pays d'Asie du Sud-Est. Grâce au gain de temps de transport routier engendré ainsi qu'à une meilleure qualité des infrastructures, ce projet d'un coût de 166 M USD, permettra de stimuler la logistique, le commerce et les activités touristiques.

Philippines

Prêt de 750 M USD de la Banque mondiale pour la résilience climatique

Le 13 juin, la Banque mondiale a approuvé un prêt de politiques publiques de développement pour une reprise durable (Sustainable Recovery Development Policy Loan, DPL) de 750 M USD, pour renforcer la protection de l'environnement et la résilience climatique aux Philippines. Selon la Banque mondiale, ce prêt DPL viserait à soutenir les réformes gouvernementales en cours liées à l'attraction des investissements privés dans les énergies renouvelables, à l'amélioration de la gestion des déchets plastiques (réduction, récupération et recyclage), à la promotion des transports verts et à la réduction des risques fiscaux liés au climat dans le secteur agricole.

Entrées nettes d'IDE en baisse de près de 20% au T1 en glissement annuel

Au premier trimestre 2023, les entrées nettes d'IDE ont atteint 2 Mds USD (décomposés en 261 M USD de capitaux propres, 202 M de réinvestissement de bénéfices et 1,6 Md USD de titres de dettes). Cela représente une diminution de 19,6% en glissement annuel par rapport aux entrées nettes de 2,5 Mds USD enregistrées au T1 2022. Pour le placement de capitaux propres uniquement (261 M USD), le Japon se place en première position des investisseurs étrangers (128,8 M USD, 63% du total), devant Singapour (46,2 M USD, soit 23%) et les Etats-Unis (26,4 M USD, soit 13%). Les premières destinations des investissements directs étrangers en placement de capitaux propres sont l'industrie manufacturière (142 M USD), l'information et la communication (35 M USD), le commerce de gros, de détail et réparation de véhicules automobiles et de motocycles (32 M USD) et l'immobilier (28 M USD).

Cambodge

Le Cambodge toujours en faible risque de surendettement

Selon le ministère de l'Économie et des Finances, la dette publique du Cambodge a atteint 10,27 Mds USD à la fin du T1 2023, en augmentation de 2,8% par rapport fin 2022. La dette extérieure en représente à peu près l'intégralité (10,23 Mds USD). Au cours du T1 2023, le gouvernement a signé de nouveaux prêts concessionnels avec des partenaires au développement pour un montant total de 488,3 M USD (+54% par rapport à l'année précédente) pour financer des projets d'investissement publics. En 2022, la valeur de la dette extérieure représentait 33,7% du PIB et devrait atteindre 34,9% en 2023, la limite étant fixée à 40%. La dette cambodgienne reste donc, selon le ministère de l'Économie et des Finances, soutenable avec un faible risque de surendettement. Enfin, 67% de la dette publique a été contracté auprès de partenaires bilatéraux (la Chine représente à elle seule 39%) et 33% auprès de partenaires multilatéraux.

Exportation de riz usiné en légère baisse sur les cinq premiers mois

Selon la Fédération cambodgienne du riz (CRF), le Cambodge a exporté 278 184 tonnes de riz usiné au cours des cinq premiers mois de 2023 (en baisse de 2% en g.a.) pour une valeur de 191,6 M USD. La Chine demeure le premier client du pays, en absorbant 42% des exportations de riz, suivie de l'Europe (38%) et de l'ASEAN (9%). Les Philippines sont devenues un nouveau marché pour le riz cambodgien. Le premier volume exporté vers ce pays était de 2 575 t en mai dernier. La CRF s'est fixé pour objectif d'exporter 750 000 t de riz usiné en 2023 (+18%), et 1 Mt en 2025. Pour mémoire, l'objectif de 1 Mt a été fixé depuis 2015 et n'a jamais été atteint, en raison d'un manque de capacités de transformation et de capitaux pour acheter le paddy (riz brut) auprès des agriculteurs. Par conséquent, quelques millions de tonnes de paddy sont achetées chaque année par le Vietnam pour la réexportation. Au cours de la période janvier-mai 2023, le Cambodge a ainsi exporté 2,14 Mt de paddy vers le Vietnam (+26%), pour une valeur de 737 M USD.

Tourisme international : retour aux trois quarts des niveaux de 2019

Le Royaume a accueilli 1,72 M de touristes internationaux durant les quatre premiers mois de 2023, en progression de 425% par rapport à la même période de 2022. Cela représente 71% des arrivées de 2019, dernière année avant crise, et marque une relative reprise du tourisme. Toutefois, on note une profonde évolution dans l'origine géographique de ces touristes, et assurément dans leurs comportements de dépense. Avant crise, les Chinois représentaient 37% des arrivées (contre à peine 11% cette année). Dans le même temps, les voisins thaïlandais et vietnamiens comptent désormais pour 50% des arrivées (contre 16,3% en 2019). Et la plupart des touristes arrivent au Cambodge par voie terrestre (à près de 62% contre 27,3% avant crise). Les difficultés économiques que connaissent l'Union européenne et les États-Unis, ainsi que la reprise très progressive des liaisons aériennes – faible disponibilité et prix forts à partir de ces marchés – expliquent sans doute le très progressif retour des touristes de ces pays.

Laos

Une ligne laotienne au service de la Chine ?

Dans la litanie des annonces hebdomadaires mettant en valeur la ligne de chemin de fer entre Vientiane et Kunming, une nouvelle à noter : la liaison ferroviaire a permis l'exportation de 500 tonnes de fruits frais de Thaïlande vers la ville chinoise de Chongqing (centre de la Chine). Les fruits ont toutefois voyagé par la route jusqu'à Vientiane, avant d'emprunter la ligne vers la Chine et le réseau ferré chinois. Cela illustre, pour partie, l'intérêt marqué de la ligne de chemin de fer construite à grand coût – surtout pour le Laos – pour les importations chinoises de produits bruts, en particulier agricoles. Cela fait également écho aux doutes exprimés parfois au Cambodge quant à l'intérêt de construire une ligne de chemin de fer entre Phnom-Penh et Saïgon : certains estiment que cela favoriserait les échanges entre Vietnam et Thaïlande, en oubliant un peu la dimension pour le coup véritablement pan-ASEAN et non au service de la Chine.

Le RCEP, instrument supplémentaire d'influence chinoise ?

Le Laos a envoyé une délégation de haut niveau en Chine pour participer au 2023 RCEP Local Governments and Friendship Cities Cooperation (Huangshan) Forum. Bien qu'il s'agisse d'un accord de libre-échange réunissant 15 membres (ASEAN, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon, Corée du Sud et Chine), la Chine ne cesse d'en assurer la promotion comme instrument régional favorable aux pays de l'ASEAN et à sa relation avec eux. Dans ce cadre, la relation avec le Laos, par exemple, est mise en avant. Ce forum avait d'ailleurs pour thème « l'approfondissement d'un partenariat coopératif régional pour un futur gagnant-gagnant ». Le gouverneur de la province chinoise de l'Anhui (ouest de Shanghai), qui accueillait le Forum, a insisté sur la promotion de l'intégration des chaînes de production et d'approvisionnement ainsi que sur le développement des investissements et du commerce dans la région. Le Laos et la Chine ont saisi l'occasion du forum pour annoncer leurs négociations sur les réductions tarifaires dans le cadre du RCEP.

Birmanie

Renforcement des mesures pour réduire l'utilisation du dollar américain

Afin de réduire sa dépendance à l'égard du dollar américain, le Comité de surveillance des changes (FESC) de la junte birmane a rendu obligatoire à partir du 1^{er} juin 2023 pour les exportateurs et les importateurs l'utilisation du yuan dans les transactions commerciales transfrontalières avec la Chine. Le comité oblige ainsi les professionnels à ouvrir des comptes en yuan dans les banques locales afin d'obtenir des licences commerciales. À l'ouest, les autorités indiennes demandent quant à elles d'accélérer d'ici fin juin la mise en place du nouveau système de transaction en roupie indienne/kyat pour faciliter le règlement des transactions commerciales transfrontalières entre l'Inde et la Birmanie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN
Rédacteurs : Esmâ LAOUADI, Olivia PEZARD

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité
Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité